

www.fmreview.org/fr/education-deplacement

mars 2019

SNHU obtiennent un diplôme de premier degré dûment agréé par les États-Unis. La certification par les États-Unis signifie la reconnaissance du diplôme dans de nombreux pays et permet aux étudiants de poursuivre leur éducation supérieure. Si les programmes ne débouchent pas sur des diplômes, il est difficile qu'ils soient concurrentiels sur le marché local comme sur le marché mondial.

Prendre en considération les perspectives d'emploi : le programme se concentre sur des compétences visant la préparation à l'emploi, et en particulier le développement de compétences dans l'utilisation de logiciels courants et d'outils professionnels en ligne. Dans le cadre du programme de Kiziba, les étudiants doivent faire des stages – soit en entreprises au Rwanda ou à distance au sein d'entreprises internationales – afin d'obtenir une expérience et des compétences professionnelles concrètes. Ils acquièrent ainsi également des compétences professionnelles spécifiques liées à la communication, le

mois qui suivent l'obtention de leur diplôme. Bien évidemment, l'emploi des réfugiés est une proposition beaucoup plus viable dans un pays comme le Rwanda – où les réfugiés jouissent de la liberté de mouvement et du droit de travailler dans le secteur officiel – que dans d'autres. Néanmoins, les programmes dans les pays d'accueil où les réfugiés ne bénéficient pas de ces droits devraient permettre aux étudiants de développer des compétences d'emploi autonome (et notamment d'emploi à distance ou en ligne) ou de trouver du travail dans leurs pays d'origine.

Moise Dushime dumoise07@gmail.com

Eugenie Manirafasha
eugeniesnhu1995@gmail.com

Kalenga Mbonyinshuti
mbonyinshutijeremie@gmail.com

Diplômés de l'Université du sud du New Hampshire par l'intermédiaire du programme Kepler, programme de Kiziba
www.kepler.org/kepler-kiziba

mars 2019

www.fmreview.org/fr/education-deplacement

représentants du gouvernement thaïlandais. Les différents acteurs impliqués réalisent de plus en plus la nécessité d'apporter aux enfants une éducation reconnue et agréée, et notamment des relevés de notes transférables à d'autres systèmes éducatifs et ouvrant des voies d'accès à l'enseignement supérieur. Étant donné que les MLC n'ont pas de reconnaissance légale en tant qu'établissements d'enseignement et que de nombreux enseignants n'ont pas les qualifications ordinairement requises pour enseigner, à l'heure actuelle obtenir un enseignement qui soit reconnu et agréé n'est possible que par l'intermédiaire des systèmes gouvernementaux (que ce soit en Thaïlande ou au Myanmar) auxquels peu de gens ont accès.

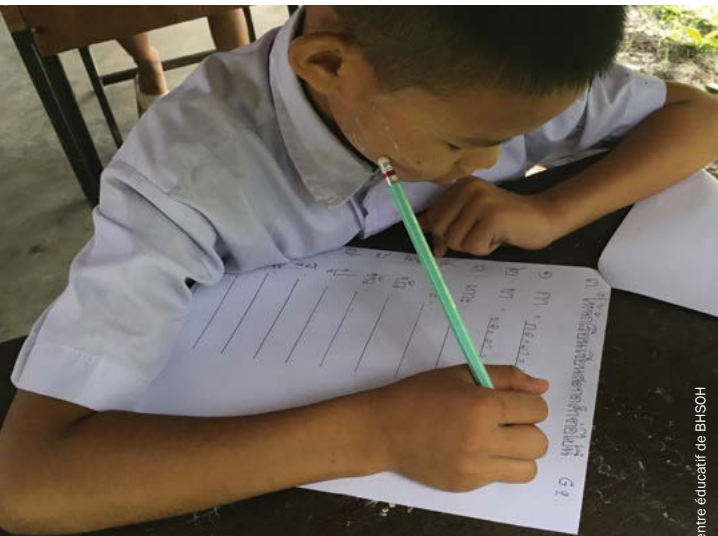
Un certain nombre d'initiatives sont en cours pour remédier à cette situation. Celles-ci comprennent des programmes visant à faciliter le transfert des élèves des MLC vers des écoles du gouvernement royal thaïlandais ou, alternativement, vers des enseignements formels au Myanmar. En ce qui concerne la

des examens scolaires du gouvernement du Myanmar – pour différents niveaux scolaires – dans les MLC. Les programmes thaïlandais et birman offrent tous deux un avantage essentiel : des preuves reconnues de réussite.

La communauté de migrants a également pris des initiatives indépendantes pour faciliter l'accès à un enseignement reconnu et agréé. Par exemple, les MLC et des organisations communautaires ont collaboré à l'élaboration d'examens normalisés pour certains niveaux ; ces examens et les examens du gouvernement du Myanmar permettent aux étudiants d'obtenir une certification qui facilite leur transfert dans des écoles du Myanmar. En outre, en 2016, le Comité pour l'éducation des travailleurs migrants birmans, un mouvement communautaire, World Education Thailand et d'autres partenaires du secteur de l'éducation ont créé le Cadre de qualité de l'éducation, un outil d'évaluation permettant de garantir une certaine normalisation et une qualité minimale de l'enseignement dispensé dans le réseau diversifié des MLC, alignant

www.fmreview.org/fr/education-deplacement

mars 2019



Centre éducatif de BHSOH

financiers dans un pays où les règles changent souvent. Si des parents migrants sont sans papiers, ils craignent souvent d'inscrire leurs enfants dans des écoles thaïlandaises. Le chômage pèse lourdement sur la cellule familiale et de nombreux jeunes quittent l'école pour travailler clandestinement. Enfin, éducateurs, parents et enfants du Myanmar ne partagent pas les mêmes objectifs. Il n'existe donc pas de solution unique pour créer un seul parcours menant à une éducation agréée et reconnue.

Un changement dans les mentalités et dans la pratique ?

Malgré les obstacles, l'expérience de la communauté

mars 2019

www.fmreview.org/fr/education-deplacement

implications et des conséquences régionales ; si l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pouvait créer un cadre pédagogique à l'échelle de l'ANASE pour soutenir le statut juridique des MLC, le transfert des dossiers académiques et la certification des compétences des enseignants, cela servirait les intérêts de ceux qui bâtissent l'économie régionale en même temps que ceux des personnes migrantes ou déplacées de force. Les acteurs de la société civile, en l'occurrence les éducateurs, pourraient jouer un rôle essentiel dans l'élaboration de normes et de mécanismes permettant d'atteindre ces objectifs, notamment en développant un programme de Diplôme d'enseignement général de l'ANASE destiné à remplacer celui actuellement utilisé (programme de Diplôme d'enseignement général développé par les États-Unis).

Enfin et surtout, les gouvernements doivent fournir des fonds s'ils veulent que des politiques telles que l'Éducation pour tous ou des initiatives transfrontalières soient mises en œuvre de

manière efficace – afin d'éviter que des fonctions vitales ne restent financièrement dépendantes des organisations internationales. Récemment le financement des MLC à la frontière a fortement diminué parce que les ONG et les gouvernements donateurs ont réduit leur financement, probablement en raison de la priorité accordée à des besoins perçus comme plus importants au Myanmar ou ailleurs. La communauté migrante impliquée dans le secteur de l'éducation à Mae Sot s'est sentie abandonnée. L'éducation des réfugiés et des autres migrants exige non seulement une reconnaissance, mais aussi des investissements.

Mary Purkey marypurkey@gmail.com
 Coordinatrice, Projet éducatif de Mae Sot
<https://maesot.ubishops.ca>

Megan Irving meg.g.irving@gmail.com
 Directrice de l'administration,
 Centre éducatif de Parami, Mae Sot
www.facebook.com/parami.learningcentre